

Tribune libre

Pour en finir avec les licenciements, les suppressions de postes, les contre-réformes :
Front uni, syndicats (CGT, FO, FSU...), partis (PS, PCF, ...),
pour combattre et vaincre le gouvernement Sarkozy !

Déclaration du groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Le gouvernement Sarkozy-Fillon accélère et lâche la police contre les grévistes, contre les étudiants !

Chaque jour, la crise du capitalisme s'approfondit et précipite violemment des centaines de milliers de familles dans l'angoisse, victimes de la loi capitaliste du profit. Le patronat jette les travailleurs à la rue, dans la misère, utilisant notamment la « rupture conventionnelle », le licenciement express instauré en février 2008 avec la signature des dirigeants FO et la caution de ceux de la CGT.

Et voilà que le gouvernement durcit encore sa politique anti-ouvrière au service des grands groupes capitalistes, au point d'envoyer ses flics contre les étudiants, à Edf ou Michelin.

Le gouvernement enchaîne les coups. Ainsi le plan Hirsch qui vise à livrer des pans entiers de la jeunesse à la surexploitation patronale en arrosant ce dernier de nouvelles subventions. Ainsi l'enchaînement de toutes ses contre-réformes, de la loi Bachelot contre l'hôpital public à la casse du statut des enseignants-chercheurs en passant par celle de la formation des enseignants, jusqu'à la reconnaissance des diplômes délivrés par le Vatican ! Et comme si le pays manquait de chômeurs, il annonce encore avec arrogance plus de suppressions de postes dans la fonction publique.

Comment cela est-il possible ?

Fillon le dit c'est « le sens de la responsabilité » des dirigeants syndicaux !

Que font dans ces circonstances les directions syndicales, elles dont la responsabilité est décisive, elles, qui ont amené à plusieurs reprises des millions de manifestants dans les rues, elles auxquelles, enfin, depuis plus de 6 mois, la quasi-totalité des partis issus du mouvement ouvrier, du PS au NPA, emboîte le pas ? Elles disent quasiment ouvertement aux travailleurs de ... rester l'arme au pied.

En appelant à une journée d'action sans grève le 26 mai puis à des promenades décentralisées le 13 juin, elles promettent au gouvernement la paix sociale jusqu'à l'été. Elles s'apprêtent à relancer avec le patronat la « délibération sociale » où se concoctent les mauvais coups contre les travailleurs, puis à rencontrer solennellement une nouvelle fois, Sarkozy et son gouvernement, qui les y invitent, pour « évaluer ensemble les politiques publiques » ; bref s'afficher à ses côtés.

Parallèlement, le plan Hirsch est financé entièrement par le « Fonds d'Investissement Social » créé par Sarkozy après le « sommet social » de concertation du 18 février dernier. Or ce sont les directions syndicales qui cogèrent ce fonds ! Elles sont aussi membre du « conseil d'orientation » du « fonds d'investissement stratégique » créé par Sarkozy pour sauver les capitalistes français – en finançant leurs plans sociaux ! Les dirigeants de l'Unef ont même invité Hirsch à leur congrès, malgré la protestation de nombreux délégués

Voilà donc dans cette crise l'atout maître du gouvernement : la concertation avec les directions syndicales. A plusieurs reprises, au point que c'en est, selon le Monde, « embarrassant », le gouvernement les a remerciés publiquement pour leur politique « extrêmement responsable ».

Si l'on veut savoir où mène cette « responsabilité », il faut se tourner vers les Etats-Unis, à Chrysler, où le syndicat de l'automobile a accepté de prendre la majorité du Capital (avec l'argent des cotisations d'assurance maladie des salariés), d'entériner des baisses de salaires importantes et surtout ... de renoncer à la grève pour six ans !

A l'opposé, Domota de l'UGTG a raison quand il explique que la participation aux « Etats-Généraux de l'Outre-Mer » reviendrait à légitimer une politique réactionnaire déjà décidée, alors que le refus de la concertation par le LKP est un camouflet pour le pouvoir et le patronat assoiffés de revanche.

Là est donc la clé de la situation : en finir avec cette politique des appareils syndicaux, briser la cogestion de la crise du capitalisme qu'elles pratiquent aujourd'hui avec le gouvernement Sarkozy, et s'organiser pour cela. En France, les travailleurs de Caterpillar ont posé publiquement dans leur mouvement cette question.

A Caterpillar, contre la cogestion des licenciements par les appareils, les ouvriers ont dit « aucun licenciement ! »

A Caterpillar Grenoble, « cette extrême responsabilité des directions syndicales » (autre compliment signé Fillon) a été un moment mise en échec. Les ouvriers ont dit une première fois non au plan concocté par l'Elysée et la direction CGT, plan qui prévoyait plus de flexibilité pour passer de 733 à 600 suppressions de postes. Ils ont empêché ensuite la tenue d'un référendum local sur ce plan. Puis, le référendum se tenant finalement, ils y ont voté « non », malgré l'absence de consigne de la CGT. Aujourd'hui, patronat et gouvernement veulent leur faire plier l'échine. Leur faire avaler coûte que coûte qu'il n'y aurait le choix qu'entre licenciements et flexibilité, ou bien la faillite. Ils veulent associer, pour ligoter la classe ouvrière, leurs organisations syndicales aux restructurations, comme Sarkozy l'avait martelé lors du sommet social du 18 février.

Pour en finir avec l'isolement boîte par boîte, il est nécessaire de s'organiser et combattre pour que se tiennent, à l'appel des syndicats, par secteur (automobile), par branche, des conférences nationales de délégués d'entreprise élus en Assemblée générale par les salariés eux-mêmes, vers une conférence nationale de délégués ouvriers, dans l'unité des organisations syndicales, à même de diriger le combat pour imposer : aucun licenciement !

Imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils rompent avec le gouvernement Sarkozy-Fillon, défendent les véritables revendications et appellent au front unique pour en finir avec lui

Le 29 janvier, le 19 mars et à nouveau le 1er mai, dans les grèves et manifestations ouvrières, enseignantes, étudiantes, ou des personnels de santé, les véritables revendications ont apparu. Elles ne sont pas dans la plateforme intersyndicale adoptée en janvier dernier, laquelle ne revendique ... rien car elle se situe elle-même dans le cadre des « lois du marché ».

Les revendications sont claires :

* arrêt de tous les licenciements, des suppressions de postes dans la fonction publique, à l'hôpital, etc.

* Abrogation ou retrait des « réformes » gouvernementales : loi Bachelot, plan Hirsch, « réforme » de la formation des enseignants, projet de loi « mobilité » qui permettrait de licencier les fonctionnaires, ou encore maintien de la convention de 66 pour les éducateurs.

* Rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis le passage à l'euro dans le respect des qualifications, pouvoir d'achat mesuré par les organisations syndicales.

Satisfaire ces revendications, c'est-à-dire agir effectivement pour que les travailleurs ne portent pas le fardeau de la crise sur leurs épaules, exige d'en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon qui n'a pas d'autre politique que celle-ci.

Pour cela, il faut que soit rompue la concertation qui court depuis des mois comme un filet de sécurité le long de la politique gouvernementale.

Il faut en finir avec le « syndicalisme responsable » dont la première lettre est la gèneflexion devant Sarkozy et son gouvernement. C'est possible : dans les universités, des semaines durant, le mouvement des enseignants chercheurs a imposé la rupture des discussions au Snesup. Le gouvernement a du coup dû manœuvrer en recul durant des semaines. Et s'il a pu maintenir le cœur de son projet, c'est grâce à la reprise de la concertation, au refus des directions FSU et Unef de le combattre.

Il faut en finir avec cet étouffoir qu'est cette « unité syndicale » (et dans son sillage celle des partis et organisations) constituée depuis janvier avec la CFDT et la CFTC pour protéger le gouvernement, canaliser

la colère ouvrière. Au contraire, il faut agir pour un véritable front uni des syndicats partis et organisations issus du mouvement ouvrier, comme a tendu à l'être le LKP en Guadeloupe, front uni dont l'objectif doit être de vaincre et balayer le gouvernement Sarkozy-Fillon.

La constitution d'un tel front uni créerait immédiatement les conditions d'une alternative gouvernementale au gouvernement Sarkozy-Fillon, celle de la venue au pouvoir d'un gouvernement issu de ce front uni.

Combattre pour le front uni contre le gouvernement Sarkozy-Fillon lors des élections au parlement de l'UE

La crise du capitalisme a d'ores et déjà mis en pièces les tissus de mensonges visant à faire croire que l'Union Européenne serait une forme d'unité européenne réelle : c'est « chacun pour soi ».

Les traités européens et notamment les critères de convergence ont explosé de facto. Les « plans de relance » (du capitalisme) ont tous été élaborés et décidés dans un cadre national. Avec la crise il redevient manifeste que le pouvoir réel reste dans chacun des pays de l'Union Européenne. Celle-ci est un cadre où les bourgeoisies des pays d'Europe coordonnent leurs efforts contre les travailleurs, tout en se livrant une concurrence acharnée.

La forte abstention ouvrière qui s'annonce n'aura rien de surprenant puisque ces élections ne peuvent apporter de réponse positive à leurs préoccupations urgentes – laquelle nécessite notamment de rompre avec l'UE et ses traités.

Elles auraient pourtant pu y servir, si une liste y avait défendu la nécessité, pour surmonter la crise du capitalisme, d'unifier réellement l'Europe dans des Etats-Unis Socialistes, et dans cette perspective ouvert la voie du front uni anti-Sarkozy (syndicat, partis) en France.

Force est de constater que les listes des partis (PS, PCF-PG) et organisations (NPA, LO) qui se présentent sont opposés à cette orientation. Le PS reste dans la ligne qui le frappe de discrédit, celle du soutien au gouvernement Sarkozy qui se traduit en particulier par le soutien au traité de Lisbonne, remix de la constitution européenne dont Sarkozy est l'un des parrains. Ni le PCF (et PG), ni le NPA, qui défendent quasiment les mêmes positions, ni LO, ne remettent en cause l'Union Européenne. Aucune de ces listes ne prône la constitution d'un front uni anti-Sarkozy, au contraire – et c'est fort logique puisqu'elles sont toutes ou presque liées, à un titre ou un autre, aux appareils syndicaux, dont elles ont soutenu par de multiples déclarations la politique depuis janvier dernier.

Néanmoins, ces élections ne sont pas sans enjeu. Moins les partis bourgeois (UMP, Modem, FN) auront de voix, plus les partis et organisations issus du mouvement ouvrier auront de suffrages, et plus cela sera un encouragement pour les prolétaires à lutter sur leur propre terrain avec leurs propres méthodes. C'est donc le vote pour ces listes, chacun selon sa préférence, que préconise notre Groupe.

Paris, le 15 mai 2009

Pour que les travailleurs ne fassent pas les frais de la crise du capitalisme, il n'est qu'une voie : organiser la production non plus en fonction de la loi du profit mais en fonction d'un plan de production élaboré démocratiquement, sous contrôle ouvrier, visant à satisfaire les besoins des larges masses, comme le logement, créant pour ce faire les postes nécessaires, réduisant le temps de travail de façon à garantir un emploi pour tous.

Voilà ce qu'il faudrait exiger d'un gouvernement issu du front uni des organisations ouvrières.

Pour mener une telle politique favorable aux travailleurs et aux jeunes, satisfaire leurs revendications, il lui faudrait renverser la 5ème République dont la présidence Sarkozy illustre toute la pourriture, et rompre avec l'Union Européenne.

Mais alors que la crise du capitalisme frappe l'humanité toute entière et menace la civilisation humaine, il faut combattre, s'organiser, pour ouvrir la voie à une société débarrassée du profit et de la concurrence, au socialisme.

Le Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire vous propose d'en discuter et d'avancer ensemble sur la base de l'orientation qu'il développe.

Prenez contact !